

## **SPAC : Compte rendu de la commission de travail sur le devenir de la fonction transport**

# **Le message est clair : supprimer les conducteurs**

Après la lecture de notre déclaration liminaire la présidente de cette commission nous a expliqué que les résultats de la commission devront être terminés en mai. Les raisons invoquées sont la libération des sites qui doivent fermer.

Ce travail doit tenir compte d'un rapport confidentiel dont nous ne pouvons pas avoir accès.

Nous avons rappelé à la présidente de cette commission que nous ne pouvons pas travailler sans documentation non falsifiée et reçue en temps voulu.

La première proposition de la présidente est de traiter la fonction de conducteur par leur emploi, c'est à dire la fonction de conducteur poids lourds, transports en commun, pools et autorités.

Toutes les organisations syndicales ont refusé en répondant à la commission que la fonction de conducteur ne peut être saucissonnée et doit être traitée globalement.

La commission nous a fait part des difficultés de trouver un site pouvant recevoir ses poids lourds et les cars. Elle nous a précisé avoir des problèmes (conditions inacceptables) avec les responsables d'Arcueil. Bien sûr nous ne savons pas quelles sont ses conditions.

Plusieurs représentants syndicaux ont proposé d'autres sites mais la commission ne semble pas vouloir les prendre en compte. Ce qui nous laisse penser que ces problèmes sont une excuse pour externaliser le service des poids lourds et transports en commun.

Nous avons demandé si le règlement intérieur de l'ancien CAD (centre automobile de la Défense) est toujours en vigueur, il nous a été répondu que non. Nous avons demandé un règlement BT (bureau transport).

La commission nous a dit que le ministère de la défense avait 96 véhicules à disposition d'autorités et que la presse trouvait que c'était trop. La commission nous a demandé de choisir celles qui peuvent en bénéficier et celles qui devront s'en passer.

Après un moment de surprise, nous répondons à madame GAUDIN que le nombre de voitures mises à disposition ne nous concerne pas, que notre rôle est de défendre les intérêts du personnel.

Dans cette discussion il apparaissait que la commission voulait nous charger de la basse besogne, choisir les personnels qu'il fallait supprimer.

A la question : oseriez-vous nous dire que vous trouvez qu'il y a trop de conducteurs tout en nous demandant quels sont ceux que l'on peut virer ? La présidente a répondu sans ambiguïté : oui.

Les organisations ont demandé une suspension de séance. Après concertation, nous avons décidé de mettre un terme à cette mascarade.

Nous sommes très scandalisés par la direction du SPAC qui, sous couvert de dialogue social, se dégage de ses responsabilités et utilise les syndicats pour se décharger des dégâts sociaux qu'elle a envisagés.

Travailler sans la moindre documentation, le mépris dont fait preuve l'administration en pensant nous utiliser pour ne pas assurer ses responsabilités, voilà l'objectif du SPAC. La CGT n'est pas là pour savoir quel général ou quelle personnalité a droit ou pas à un véhicule avec chauffeur et nous sommes très inquiets car il apparaît que c'est la presse qui dirige la politique de la défense et non une gestion à long terme avec le seul intérêt la sécurité nationale.